

Article pour la Revue ~~ASA~~ *Alternatives Autogestionnaires*

LES ORGA :
L'EN FAUT, PAS TROP N'EN FAUT

Le PSU, apprend t-on, s'interroge aujourd'hui collectivement sur l'utilité politique et les modalités de sa disparition. Cela mérite d'être salué. Car il est de nos jours peu d'organisations capables de penser politiquement le problème de l'utilité de leur existence. La tendance générale des organisations (= "organisations pour faire quelque chose") est en effet de finir par se prendre pour une fin en soi. Poser la question de sa disparition, c'est donc agir vraiment en organisation en vue d'un but qui ne se réduit pas à elle-même. C'est à l'honneur du PSU et de ses militant(e)s.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est ici offerte pour réfléchir à la question: en quoi les organisations sont utiles pour construire autre chose qu'elles-mêmes ? Et plus particulièrement: dans la conjoncture actuelle, comment le PSU peut-il le plus utilement possible gérer sa disparition ?

D'abord, les organisations politiques, il en faut. Parce que l'expérience des individus ne devient féconde qu'à travers l'échange, l'effort de synthèse: l'orga est un "intellectuel collectif". Parce que la coordination de l'action des mouvements sociaux, des groupes locaux, n'est possible que si un "porte-voix" fait des propositions. Le "porte-voix" peut être bien sûr un individu charismatique, ou un collectif mobilisé sur une lutte partielle qui sait faire reconnaître son contenu comme de portée universelle (les LIP, les 103 du Larzac). Mais ce n'est pas toujours possible, et cette situation, instable par nature, ne permet pas véritablement de dépasser la fusion des mouvements par "sympathie", de proposer un projet articulé. Donc il faut des orga, intellectuels-collectifs et porte-voix. Mais toute orga n'est pas bonne à prendre, n'est pas utile pour un projet

émancipateur. D'abord l'orga, de serviteur des mouvements, tend spontanément à vouloir s'en faire le maître. La justification est simple: "d'en haut", du "centre", on voit mieux ce qui est utile à chacun. La sociologie des orga y pousse: d'abord des militants se regroupent pour mieux faire avancer un projet, ce sont des gens qui ont déjà une pratique indépendante de l'orga qu'ils créent, elle ne fait que démultiplier leur impact individuel. Puis se mettent à proliférer ceux pour qui l'orga est la seule forme de militantisme, voire la seule insertion sociale valorisante, voire la seule justification de leur existence.

Il faudrait des orga composées de gens qui sont (et seront toujours) "quelqu'un", une personne, socialement reconnue par l'utilité de ses propositions et l'exemple de son activité. Au lieu de ça, les orga captent et engendrent en masse un type d'individu qui n'existe que par elle. Quand l'emporte le poids des seconds, mieux vaut détruire l'orga.

Tel n'est pas sans doute le problème n°1 du PSU (encore qu'il n'y soit pas négligeable). Le problème est plutôt que, dans le cercle des expériences et le champ des actions possibles, aujourd'hui, pour une alternative, il n'y a pas assez de chose à penser et à dire, et trop d'orga prétendant au rôle d'intellectuel collectif et de porte-voix.

Il y a donc actuellement trop d'orga, qualitativement, et quantitativement. L'alternative, écologique, autogestionnaire (*), n'est qu'une petite pousse que se disputent des tuteurs trop nombreux et trop rigides. Ce que reconnaît le PSU en se proposant de se dissoudre pour quelque chose de plus large et plus souple.

Et pourtant l'alternative a déjà besoin d'une organisation politique, d'un intellectuel collectif et d'un porte voix. D'un intellectuel collectif, parce que le nouveau paradigme politique, le nouveau modèle qu'elle aspire à proposer à la société tout entière, est encore un chantier incohérent. Les pratiques nouvelles, avancées ici et là, dans le domaine de l'organisation du travail, du respect de l'écologie, des nouveaux rapports entre les sexes, d'une conception nouvelle de la solidarité, de la citoyenneté multi-culturelle, de la lutte pour la paix et un nouvel ordre mondial, ont à coup sûr un "air de famille". Mais elles ne convergeront pas spontanément, car leurs différences quant aux domaines

d'application, l'absence d'un lieu où pourrait se composer les contradictions, s'élaborer les compromis et se consolider les alliances, ont tôt fait de transformer les ignorances mutuelles en oppositions.

D'où la tentation de raccourcis: partir d'un lieu de militantisme particulier et élargir son domaine politique. Faire par exemple du Codene un proto-parti s'occupant de tous les rapports internationaux, puis de l'aide au Tiers-Monde, etc... Tentation excellente pour les individus qui aspirent à un militantisme plus général, mais dynamique organisationnelle dangeureuse. On risque de laisser à l'écart toutes celles et ceux qui se mobiliseraient sur un point précis (où ils "voient le bout de leurs actes") mais refusent le saut du point de vue politique d'ensemble. On risque surtout (et ce serait pire en laissant les choses en l'état) que, faute de porte-voix reconnu comme "légitime", les alternatifs s'en remettent au PS comme expression, si imparfaite soit-elle, de leurs aspirations.

Non, il faut une organisation à caractère politique, souple et pluraliste (car il s'agit de faire converger ce qui n'est actuellement qu'à l'état naissant, fragmentaire, et d'ailleurs nous ne croyons plus à l'Idée Unificatrice, au Sujet social monolithique), mais distincte des collectifs et des organisations mobilisées sur une lutte, un projet particulier. L'organisation de l'alternative ne regroupera jamais toutes les associations, toutes les pratiques alternatives. Elle devra passer avec celles-ci un "contrat": elle sera là pour écouter, comparer, se faire l'écho, proposer, en toute indépendance de part et d'autre.

Mais qui sera, physiquement, dans l'organisation de l'alternative ? En gros, le PSU, la FGA, le PAC, les Verts, plus des militants PCF ou PS actuellement mal dans leur peau, plus des "animateurs sociaux" d'organisation rassemblées autour d'une option plus spécifique mais voulant faire le saut de la politique "générale" (genre MAN ou MRJC), plus des militants de groupes locaux, plus des individus aujourd'hui dispersés. Bref, des gens dans les situations les plus diverses vis-à-vis du problème même de leur éventuelle convergence. Ce qu'il leur faudrait c'est donc... un intellectuel collectif pour "penser la convergence" et un porte-voix pour la proposer !

O paradoxe: on a besoin d'orga pour dissoudre les orga existantes et en construire une nouvelle! Il faut que les orga résolues à se dissoudre prennent des initiatives. Deux mirages sont à éviter.

- * Le cartel. Les orga existantes passent entre elles des compromis, fusionnent, et appellent les autres. On a alors quantitativement moins d'orgas, mais elles sont encore plus ossifiées par la diplomatie de leur fusion. Les "autres" n'ont qu'à adhérer à un truc qui les a exclu, par construction, de l'élaboration de leur forme, de leur ligne.
- * La construction par la base, le rassemblement des individus, en tant que tels. C'est assurément le but à atteindre, mais justement, c'est un but, et c'est pour ça qu'il faut que les "déjà organisés" (ou des individus "déjà "socialement reconnus: mais on n'en a pas, en général) fassent au moins la proposition de se rassembler pour débattre, et de quoi.

Il faut donc un double mouvement:

- un processus de regroupement local à titre d'individus, puis de regroupement des regroupements (tel que le propose Anjou-Ecologie). C'est cela le fondement, le but.
- un processus de rapprochement, de coordination, d'aplanissement des contradictions, entre les organisations dont les militants s'activent à animer la fusion par en bas, et qui s'accordent pour susciter des moments de centralisation (appels, colloques, etc...). Ce processus n'est qu'un moyen du précédent.

Seul le parallélisme des deux mouvements permet d'éviter le double écueil dénoncé plus haut. Cela demande, de la part des participants au premier processus (surtout des "inorganisés" initiaux) une grande vigilance et un engagement qui ne se fonde que sur la confiance. Cela implique pour les orga une très grande clarté quant à leur rôle dans le processus d'ensemble. L'expérience de "Ecologie 93" nous a montré que des difficultés pouvaient surgir quand les orga, réunies pour susciter une convergence d'individus, n'avaient pas sû être claires, vis-à-vis des autres, quand aux compromis que cela impliquaient entre elles, voire en leur sein.

L'étape majeure de ce processus est la constitution d'une organisation confédérative, regroupant à la fois d'anciennes orga (pratiquant ou non entre elles la double appartenance), des groupes locaux, des "adhérents directs". L'étape ultérieure est évidemment la disparition des différences d'origine. Un "pacte interorga", rendu public, peut faciliter la confiance autour d'un tel échéancier.

A mon sens, l'étape "confédérative" doit être atteinte avant les municipales de 1989. Mais le pacte lui-même devrait précéder l'élection présidentielle, et se traduirait par un appel de personnalités, "organisées" ou non, représentatives des diverses réalités sociales et régionales, impulsant le processus fondamental.

Alain LIPIETZ

(*) Sur son contenu et les conditions de son développement en France, A.A. et Critiques Socialiste ont déjà publié une intervention de ma part.